

FRANCE

Marine Le Pen veut interdire l'école aux enfants de sans-papiers

9 décembre 2016 | Europe
Guillaume Daudin - Agence France-Presse à Paris
Charlotte Plantive - Agence France-Presse



Photo: Jacque Nadeau Le Devoir
La candidate de l'extrême droite française, Marine Le Pen

La candidate de l'extrême droite française Marine Le Pen a déclaré jeudi qu'elle interdirait l'école aux enfants d'étrangers sans papiers si elle était élue présidente en 2017, s'attirant une volée de critiques.

« Je n'ai rien contre les étrangers, mais je leur dis : "Si vous venez dans notre pays, ne vous attendez pas à ce que vous soyez pris en charge, à être soignés, que vos enfants soient éduqués gratuitement, maintenant c'est terminé, c'est la fin de la récréation !" », a déclaré Marine Le Pen lors d'une rencontre avec la presse.

La patronne du Front national (FN), que tous les sondages annoncent au second tour de la présidentielle, a ensuite précisé à l'AFP vouloir aussi faire payer aux parents étrangers en situation régulière mais qui ne travaillent pas, une « contribution » aux frais de scolarité de leurs enfants.

« Plus de scolarisation des clandestins. Et contribution au système scolaire de la part des étrangers sauf s'ils cotisent en situation légale », a-t-elle dit, assurant que « demander une participation aux étrangers pour la scolarisation de leurs enfants [...] se fait dans beaucoup de pays dans le monde ».

En France, conformément à la déclaration universelle des droits de l'Homme, l'école publique est gratuite et obligatoire pour tous les enfants, sans distinction sur la situation administrative des parents.

D'une façon générale, « nous envisageons un accès restreint à la gratuité de certains services publics et à certaines prestations sociales aux étrangers qui arrivent dans le pays et n'ont pas encore cotisé et payé d'impôt », a ajouté Marine Le Pen, qui « précisera » ses intentions ultérieurement.

« Provocation »

Sans attendre, sa déclaration a été qualifiée d'« énorme provocation » par le parti socialiste, de « barbare » par le candidat de la gauche radicale à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon, et de « profondément choquante » par le parti Les Républicains.

La ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem a condamné son « indifférence la plus totale à des situations humainement terribles affectant de jeunes enfants » et « sa méconnaissance de tous les principes républicains et de toutes les conventions internationales dont la France est signataire ».

« Il faudra un jour expliquer à Marine Le Pen que le déracinement lié à l'immigration n'est pas "une récréation" », a de son côté jugé la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), pour qui « Marine Le Pen plagie son père ».

Cette ancienne avocate de 48 ans a pris les rênes du Front national en 2011 au départ de son père Jean-Marie Le Pen, cofondateur et président du parti pendant une quarantaine d'années.

Tout en restant fidèle aux fondamentaux du FN (contre l'immigration, l'islam et l'Europe), elle s'attache depuis à éviter les dérapages racistes et antisémites qui avaient valu à son père de multiples condamnations.

Bloquer le Front national

Cette stratégie, ainsi que la montée des inquiétudes face aux attentats djihadistes et à la crise migratoire européenne, lui ont permis de progresser à chaque élection. Mais les sondages la donnent battue au second tour face au candidat de la droite François Fillon, comme son père l'avait été en 2002.

À l'époque, de nombreux électeurs de gauche avaient voté pour le président sortant de droite Jacques Chirac dans le seul but d'empêcher Jean-Marie Le Pen d'être élu. Ce « front républicain » a de nouveau privé le FN de deux régions lors d'élections locales fin 2015.

Pour éviter ce scénario en 2017, Marine Le Pen a fait toute sa pré-campagne sur le slogan de « la France apaisée », afin de rassurer les nombreux Français, qui lui restent hostiles.

Ses propos sur l'école semblent marquer une inflexion, ce qui préoccupe certains membres de son parti. « Si elle dit des bêtises comme ça, la campagne va rater » s'est inquiété un responsable du FN.

L'élection surprise de Donald Trump aux États-Unis aurait-elle délié sa parole ? Le milliardaire républicain avait, durant sa campagne, également promis d'abandonner un programme qui permet à des centaines de milliers de jeunes sans-papiers d'étudier. Dans une interview récente, le président élu a toutefois semblé prêt à revenir sur cette promesse.